



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 33 – Semaine du 15 au 19 août 2022

En bref

Tunisie :

- Le PIB enregistre une hausse de 2,8% au 2nd trimestre 2022 en glissement annuel
- Le déficit commercial se creuse de 5 Md TND entre les sept premiers mois de 2021 et ceux de 2022
- Le taux de chômage diminue à 15,3% de la population active au 2nd trimestre de 2022
- La production pétrolière sur 7 mois recule de 2,3% en un an, celle de gaz progresse de 8,2%
- Hausse de 37,7% en un an du total des investissements étrangers sur les 5 premiers mois de l'année
- L'Agence Française de Développement accorde 3,8 M EUR au financement d'un projet d'appui à l'internationalisation des entreprises tunisiennes vers l'Afrique

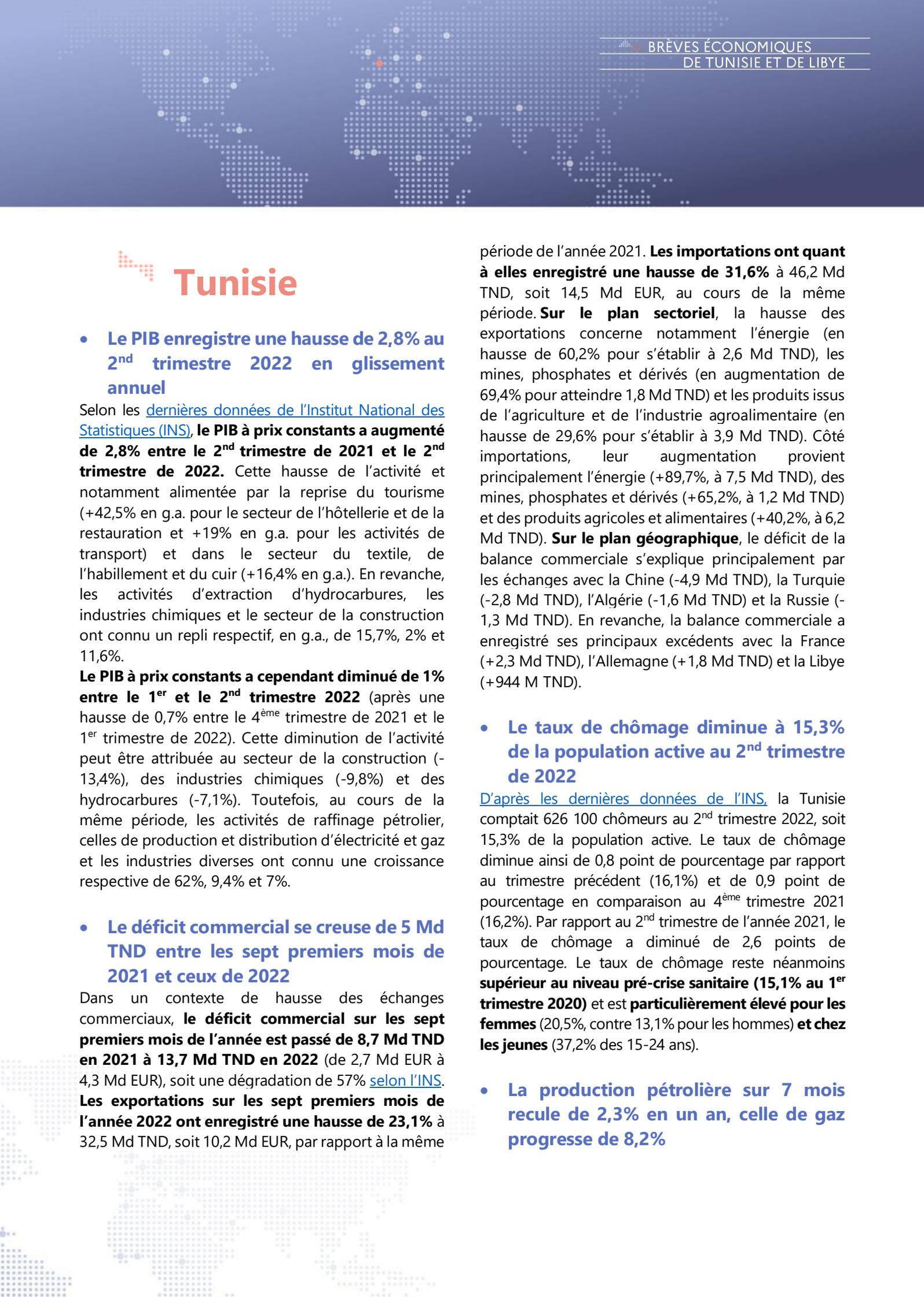
Libye :

- Selon le ministère des finances, les recettes publiques ont atteint 68,8 Md LYD sur les 7 premiers mois de l'année

LE CHIFFRE À RETENIR

2,8%

La croissance du PIB tunisien au 2^e trimestre en glissement annuel



Tunisie

- **Le PIB enregistre une hausse de 2,8% au 2nd trimestre 2022 en glissement annuel**

Selon les [dernières données de l'Institut National des Statistiques \(INS\)](#), le PIB à prix constants a augmenté de 2,8% entre le 2nd trimestre de 2021 et le 2nd trimestre de 2022. Cette hausse de l'activité et notamment alimentée par la reprise du tourisme (+42,5% en g.a. pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration et +19% en g.a. pour les activités de transport) et dans le secteur du textile, de l'habillement et du cuir (+16,4% en g.a.). En revanche, les activités d'extraction d'hydrocarbures, les industries chimiques et le secteur de la construction ont connu un repli respectif, en g.a., de 15,7%, 2% et 11,6%.

Le PIB à prix constants a cependant diminué de 1% entre le 1^{er} et le 2nd trimestre 2022 (après une hausse de 0,7% entre le 4^{ème} trimestre de 2021 et le 1^{er} trimestre de 2022). Cette diminution de l'activité peut être attribuée au secteur de la construction (-13,4%), des industries chimiques (-9,8%) et des hydrocarbures (-7,1%). Toutefois, au cours de la même période, les activités de raffinage pétrolier, celles de production et distribution d'électricité et gaz et les industries diverses ont connu une croissance respective de 62%, 9,4% et 7%.

- **Le déficit commercial se creuse de 5 Md TND entre les sept premiers mois de 2021 et ceux de 2022**

Dans un contexte de hausse des échanges commerciaux, **le déficit commercial sur les sept premiers mois de l'année est passé de 8,7 Md TND en 2021 à 13,7 Md TND en 2022** (de 2,7 Md EUR à 4,3 Md EUR), soit une dégradation de 57% [selon l'INS](#). **Les exportations sur les sept premiers mois de l'année 2022 ont enregistré une hausse de 23,1%** à 32,5 Md TND, soit 10,2 Md EUR, par rapport à la même

période de l'année 2021. **Les importations ont quant à elles enregistré une hausse de 31,6%** à 46,2 Md TND, soit 14,5 Md EUR, au cours de la même période. **Sur le plan sectoriel**, la hausse des exportations concerne notamment l'énergie (en hausse de 60,2% pour s'établir à 2,6 Md TND), les mines, phosphates et dérivés (en augmentation de 69,4% pour atteindre 1,8 Md TND) et les produits issus de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire (en hausse de 29,6% pour s'établir à 3,9 Md TND). Côté importations, leur augmentation provient principalement l'énergie (+89,7%, à 7,5 Md TND), des mines, phosphates et dérivés (+65,2%, à 1,2 Md TND) et des produits agricoles et alimentaires (+40,2%, à 6,2 Md TND). **Sur le plan géographique**, le déficit de la balance commerciale s'explique principalement par les échanges avec la Chine (-4,9 Md TND), la Turquie (-2,8 Md TND), l'Algérie (-1,6 Md TND) et la Russie (-1,3 Md TND). En revanche, la balance commerciale a enregistré ses principaux excédents avec la France (+2,3 Md TND), l'Allemagne (+1,8 Md TND) et la Libye (+944 M TND).

- **Le taux de chômage diminue à 15,3% de la population active au 2nd trimestre de 2022**

[D'après les dernières données de l'INS](#), la Tunisie comptait 626 100 chômeurs au 2nd trimestre 2022, soit 15,3% de la population active. Le taux de chômage diminue ainsi de 0,8 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent (16,1%) et de 0,9 point de pourcentage en comparaison au 4^{ème} trimestre 2021 (16,2%). Par rapport au 2nd trimestre de l'année 2021, le taux de chômage a diminué de 2,6 points de pourcentage. Le taux de chômage reste néanmoins **supérieur au niveau pré-crise sanitaire (15,1% au 1^{er} trimestre 2020)** et est **particulièrement élevé pour les femmes (20,5%, contre 13,1% pour les hommes) et chez les jeunes (37,2% des 15-24 ans)**.

- **La production pétrolière sur 7 mois recule de 2,3% en un an, celle de gaz progresse de 8,2%**

Selon les données de l'ETAP (Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières), dont les concessions représentant plus de 80% de la production nationale, **la production de pétrole de janvier à juillet 2022 a atteint 5,9 M de barils**, contre 6,04 millions sur les 7 premiers mois de l'année 2021, **soit un recul de 2,3% en un an**. La production sur le seul mois de juillet (836 500 barils en données cvs) a cependant progressé de 3,3% par rapport à juin.

La production de gaz continue en revanche de profiter de l'exploitation du nouveau gisement de Nawara. Elle atteint 1 254 M Nm³ sur les 7 premiers mois de l'année en hausse de 8,2% en un an, et 222,4 Nm³ en juillet (données cvs), en hausse de 10,4% en un mois

- **Hausse de 37,7% en un an du total des investissements étrangers sur les 5 premiers mois de l'année**

Selon les données de l'Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur (FIPA), **les investissements étrangers (directs et de portefeuille) atteignent 841,2 M TND à sur les 5 premiers mois de l'année**. S'ils ont augmenté de 37,7% par rapport à la même période en 2021 où ils n'avaient pas dépassé 611,1 M TND et de 17,9% par rapport aux cinq premiers mois de l'année 2020 où ils avaient représenté une valeur totale de 713,3 M TND, les investissements étrangers n'ont toujours pas retrouvé leur niveau d'avant la pandémie, accusant une baisse de 14,3% par rapport à la période janvier-mai 2019 où ils avaient atteint 981,4 M TND.

Les investissements directs étrangers (IDE) ont enregistré une hausse de 38,3% en l'espace d'un an, passant de 605,6 M TND sur les cinq premiers mois de l'année 2021 à 837,7 M TND sur les cinq premiers mois de l'année 2022, mais restaient inférieurs de 13,8% au niveau atteint sur les 5 premiers mois de l'année 2019 (972,4 M TND). Les investissements de portefeuille maintiennent une tendance à la baisse, étant ramenés de 5,5 M TND en 2021 à 3,6 M TND (-35%). Sur les 3 dernières années, ils ont ainsi diminué de 60,1% dans la mesure où ils s'établissaient à 9 M TND en 2019.

Les investissements étrangers restent principalement dirigés vers l'industrie (305,2 M TND) même si ce sont

les services qui ont enregistré la hausse la plus importante puisque les investissements étrangers dans ce secteur ont augmenté de 225,8% en un an, passant de 88,6 M TND sur les cinq premiers mois 2021 à 288,7 M TND sur les cinq premiers mois 2022. Viennent ensuite les énergies avec 243,2 M TND (+10,4% en glissement annuel) et le secteur agricole avec 0,5 M TND (+52,2% en glissement annuel).

- **L'Agence Française de Développement accorde 3,8 M EUR au financement d'un projet d'appui à l'internationalisation des entreprises tunisiennes vers l'Afrique**

L'atelier d'information qui s'est tenu au Mövenpick Hotel du Lac Tunis le 17 août 2022 en présence du ministre de l'Economie et de la Planification, M. Samir Saïed, a été l'occasion de présenter les conclusions d'une étude portant sur l'internationalisation des entreprises tunisiennes vers le marché africain. Financée par l'Agence Française de Développement (AFD), cette dernière a été réalisée entre 2018 et 2020 par la Conseil d'Analyse Economique (CAE) et le cabinet de conseil Deloitte dans le cadre du mémorandum de dialogue stratégique signé en 2018 par le gouvernement tunisien et l'AFD. Rassemblant hommes d'affaires et représentants de l'administration, cette matinée a été l'occasion d'évoquer les divers défis et opportunités que représente actuellement pour les entreprises tunisiennes le marché africain, qui ne compte actuellement que pour 9,5% du total des exportations de la Tunisie (1,46 Mds USD) réparties de la façon suivante : 7% à destination des autres pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Libye) et 2,5% à destination de l'Afrique subsaharienne. Bien que la Tunisie ait adhéré au Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) depuis 2018 et à la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECA) depuis 2020, le développement de son commerce et le déploiement de ses entreprises en Afrique restent entravés par un certain nombre d'obstacles politiques et économiques.

Forte de ces constats, l'étude a identifié 5 secteurs porteurs dans 15 pays africains à fort potentiel : l'agroalimentaire, la santé et l'industrie pharmaceutique, le BTP, les TIC et l'éducation et l'enseignement supérieur. Ce travail d'identification a donné lieu à une stratégie articulée autour de 4 axes majeurs : la diplomatie économique et la promotion de la Tunisie, l'accompagnement et l'appui aux entreprises, les financements et les incitations ainsi que la logistique et les douanes.

La restitution de cette étude a débouché sur un don de 3,8 M EUR de l'AFD à Expertise France pour la réalisation de certaines des recommandations présentées.



Libye

- **Selon le ministère des finances, les recettes publiques ont atteint 68,8 Md LYD sur les 7 premiers mois de l'année**

Le ministère des finances du GUN a publié un rapport de transparence financière établissant l'état des ressources et dépenses pour la période de janvier à juillet 2022. **Les recettes totales sur les 7 premiers mois de l'année ont atteint 68,8 Md LYD dont 66,7 Md LYD de recettes pétrolières** – 47,1 Md LYD issue de la vente de pétrole et 19,6 Md LYD de taxes et redevances sur les compagnies pétrolières.

Le rapport fait état de dépenses de 42 Md LYD, dont (i) 24,4 Md LYD (58%) destinés aux salaires, (ii) 4,7 Md LYD (11%) aux dépenses de fonctionnement, (iii) 243 M LYD (1%) au développement de projets et programmes (bourses pour les étudiants à l'étranger) et (iv) 12,7 Md LYD (30%) aux subventions. 37% des dépenses salariales sont absorbées par le ministère de l'éducation (9 Md LYD), 11% par le ministère de l'intérieur (2,7 Md LYD), 10% par le ministère de la défense (2,4 Md LYD).

En sus, 14,9 Md LYD ont été transférés à la NOC entre janvier et juillet dans le cadre d'un plan d'investissement en faveur de la NOC de 34,3 Md LYD. Ces transferts sont comptabilisés séparément du reste des dépenses publiques.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international